

Bilan

du débat public
Projet de parc éolien en mer
au large de Fécamp

20 mars - 20 juillet 2013

dressé par le Président
de la Commission nationale
du débat public

12 septembre 2013

INTRODUCTION

Saisie le 12 juin 2012 par le Président d'Éolien Maritime France SAS, d'un projet de parc éolien en mer au large de Fécamp, la Commission nationale du débat public (CNDP) a décidé le 4 juillet 2012 d'organiser elle-même un débat public et d'en confier l'animation à une Commission particulière.

Elle a en effet considéré que :

- le projet revêtait un caractère d'intérêt national, en raison de la disposition de la loi n°2009-970 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement fixant à 23% la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique nationale d'ici 2020, en raison également de l'objectif de l'arrêté du 15 décembre 2009 relatif à la programmation pluriannuelle des investissements de production d'électricité fixant à 6 000 MW les installations éoliennes en mer et d'énergies marines à l'horizon 2020,
- les enjeux socio-économiques étaient importants, du fait à la fois de l'activité générée pendant la construction du parc et la création d'une filière industrielle, mais également de ses impacts sur la navigation maritime, la pêche et le tourisme,
- les impacts du projet sur l'environnement, l'avifaune, les mammifères marins, la visibilité et le paysage étaient significatifs.

La CNDP a précisé que le dossier du débat devrait notamment expliciter les projets d'aménagement connexes (raccordement au réseau électrique national et installations portuaires).

Le même jour, 4 juillet 2012, la CNDP a nommé Monsieur Olivier GUÉRIN président de la Commission particulière du débat public.

Sur proposition de M. Olivier GUÉRIN, elle a, le 5 septembre 2012, nommé membres de la Commission particulière du débat public : M. Alain CAPMAS, M. Jean-Paul ESCANDE, Mme Joëlle FODOR ESKENAZI, Mme Dominique PLANCHON.

Le 9 janvier 2013, la CNDP a décidé, sur proposition de M. Olivier GUÉRIN, faisant suite à la demande en date du 21 décembre 2012 du Président de la société Éolien Maritime France SAS, et après en avoir délibéré, que le délai de 6 mois prévu à l'article R121-7 II du code de l'environnement pour la préparation du dossier serait prolongé d'un mois.

Le 6 février 2013, la CNDP a considéré le dossier du maître d'ouvrage comme suffisamment complet pour être soumis au débat public.

Elle a fixé les dates du débat du 20 mars au 20 juillet 2013 et en a approuvé les modalités d'organisation.

LE PROJET MIS EN DÉBAT

Le consortium Éolien Maritime France SAS, constitué par EDF Énergies Nouvelles et DONG Energy a remporté l'appel d'offres lancé par l'État en 2011. Il s'est associé ensuite à wpd Offshore pour la réalisation du projet. Cet appel d'offres proposait pour ce site un espace maritime défini de 88 km² pour l'implantation d'un parc dont l'objectif de puissance devait se situer entre 480 et 500 MW. Les critères de sélection des candidats étaient déterminés de la façon suivante : 40% pour le coût de vente de l'électricité, 40% pour le développement d'une filière industrielle, 20% pour l'environnement.

Les concertations préalables conduites par wpd Offshore avec différents acteurs de la zone choisie, ainsi que les contraintes géographiques et physiques ont abouti, par élimination, à la définition d'un champ de 65 km², situé entre 13 et 23 km des côtes, comportant 83 éoliennes espacées d'un kilomètre, pour une puissance de 498 MW. Les éoliennes nouvelle génération prévues pour ce parc sont fabriquées par Alstom : l'éolienne Haliade 150, avec un mât de 100 m, atteint une hauteur totale de 175 m pour une puissance unitaire de 6 MW. L'investissement pour ce parc s'élèverait à 2 milliards d'euros.

UN CONTEXTE DE DÉBAT SINGULIER

Les débats organisés par la CNDP doivent porter à la fois sur l'opportunité et sur les caractéristiques des grands projets d'infrastructures ou d'aménagement. Plusieurs scénarios sont généralement offerts à l'appréciation du public et mis en débat. Dans le cas de l'éolien en mer, il en allait autrement puisque le choix des différents sites avait été arrêté par l'État avant le lancement de l'appel d'offres qui avait présidé à la désignation des maîtres d'ouvrage lauréats.

La CNDP a néanmoins estimé essentiel que des débats publics soient organisés sur chacun de ces sites, ces débats intervenant avant la période de « levée des risques »¹ qui permet au maître d'ouvrage de se retirer du projet à l'automne 2013.

Depuis 2007, la concertation a été conduite par l'un des acteurs du consortium, wpd Offshore, auprès des acteurs locaux, élus, pêcheurs, associations, acteurs économiques.

Cette concertation, considérée par tous comme particulièrement approfondie et saluée pour son efficacité, a de toute évidence aplani de nombreux obstacles.

Le fait que de nombreuses caractéristiques du projet aient été déjà définies, en particulier la zone d'implantation du parc, a conduit une partie du public à s'interroger sur la pertinence d'un débat public, puisqu'il n'était pas véritablement question de discuter de l'opportunité du projet.

La CPDP a fait valoir qu'aucune décision définitive n'avait été prise.

Certains ont néanmoins jugé la procédure quelque peu redondante avec la concertation qui avait déjà eu lieu. Pour autant, le fait que le maître d'ouvrage ne dispose pas encore des résultats de l'étude d'impact, en cours au moment du débat, a gêné une partie du public, qui s'étonnait de ne pouvoir débattre autour de données concrètes.

Néanmoins, la nature et la qualité des questions soulevées durant les quatre mois de débat ont montré son intérêt et son utilité. Le débat public a permis à de nombreuses expressions de voir le jour, apportant au maître d'ouvrage des éléments précis et essentiels à la poursuite éventuelle de son projet.

1 Période de « levée des risques » : le cahier des charges a prévu une période de 18 mois, durant laquelle le lauréat de l'appel d'offres doit réaliser des études. C'est au terme de cette période, qui prend fin le 23 octobre 2013, que le maître d'ouvrage pourra confirmer la faisabilité du projet.

LES QUESTIONS ÉNERGÉTIQUES AU CENTRE DES ÉCHANGES

Tous ont conscience, à l'heure où les ressources fossiles diminuent, où le changement climatique est à l'œuvre et où la diminution de la part du nucléaire dans le mix énergétique est ressentie comme une orientation nécessaire, que la « transition énergétique » est un objectif d'actualité. Cette notion a perflué durant tout le débat, même s'il a été fort peu question du débat national qui se déroulait en France dans le même temps sur ce sujet.

Le développement d'une filière d'éolien en mer est considéré par beaucoup de participants avec intérêt dans ce mouvement vers une diversification des modes de production d'électricité, même si les questions de son coût et de son impact sont loin d'être négligées. À plusieurs reprises, des intervenants ont mis en balance la création de champs éoliens et les centrales nucléaires, les uns pouvant permettre l'arrêt des autres. Cette question de la possibilité de fermer des centrales nucléaires grâce aux énergies renouvelables est apparue de manière récurrente dans le débat, de la part notamment des élus d'Europe Écologie Les Verts et des membres du collectif « Stop EPR ni à Penly ni ailleurs ».

De façon générale, la place de l'éolien en mer dans le mix énergétique a été abordée : quelle sera la part de ce nouveau mode de production à l'horizon 2020 ?

La technologie des hydroliennes a parfois été évoquée, considérée par le public comme plus performante puisque soumise aux courants permanents et d'impact nul sur le paysage. Le maître d'ouvrage a rappelé que cette technologie d'avenir, encore au stade expérimental, ne serait pas opérationnelle avant 5 ou 10 ans.

DES INTERROGATIONS SUR LA TECHNOLOGIE ET LA SÉCURITÉ

La technologie, nouvelle en France, de l'éolien en mer a été interrogée, bien que le savoir-faire du maître d'ouvrage n'ait pas été remis en cause ; des questions portant davantage sur la rentabilité que sur la technique ont été posées. La productivité sera-t-elle suffisante pour compenser l'investissement ? La taille imposante du projet et la composante industrielle des champs éoliens à venir font craindre que le développement économique l'emporte sur les considérations écologiques. D'autant plus que l'intermittence de la ressource en vent et donc de la production interroge ceux qui contestent les performances de ces éoliennes nouvelle génération, malgré les assurances du maître d'ouvrage d'un facteur de charge² de 38 à 40%.

Des inquiétudes concernant la sécurité se sont également exprimées. Quels sont les risques en cas de tempête ? Les éoliennes peuvent-elles tomber ? Que se passe-t-il si un navire en difficulté entre en collision avec un mât ? Les éoliennes génèrent-elles des vibrations, des ondes, et avec quels risques pour la santé ? Le maître d'ouvrage s'est montré rassurant, usant des retours d'expérience des autres parcs éoliens installés en Europe.

Un point d'intérêt particulier : les fondations gravitaires

Si la technologie des éoliennes elles-mêmes n'a pas soulevé d'inquiétudes particulières, les fondations gravitaires ont suscité de nombreuses questions et suggestions de la part du public. Les éoliennes du parc de Fécamp seraient vraisemblablement installées sur des structures de béton armé remplies de ballast, posées sur le fond marin.

2 Facteur de charge : rapport entre la production électrique sur une année et celle qui serait produite sur cette période si l'éolienne fonctionnait en permanence au niveau maximal de sa puissance.

L'association Haute-Normandie Nature Environnement s'est interrogée sur la provenance du ballast inséré dans les fondations pour les lester ; où seront prélevés les milliers de mètres cubes de granulats nécessaires pour la réalisation du parc ? Le maître d'ouvrage envisage d'utiliser des sédiments de dragage ou des matériaux alternatifs, et assure qu'il accordera une attention particulière à ce point précis.

Le chantier de construction de ces fondations gravitaires serait implanté au Havre et le maître d'ouvrage, à la demande du public, s'est engagé à mettre en place une maquette pédagogique de ce type de fondation relativement imposante.

L'effet récif potentiel de ce type de fondations a été également évoqué : cela pourrait constituer un élément favorable au renouvellement de la ressource halieutique.

QUEL PRIX POUR L'ÉNERGIE ÉOLIENNE ? QUELLES RETOMBÉES FINANCIÈRES POUR LES COMMUNES ?

De nombreux participants se sont intéressés au coût de l'éolien, certains le jugeant très élevé, comparé à celui des autres modes de production : l'éolien en mer est en effet une énergie chère, d'autant plus que la filière en est à ses débuts.

L'État va donc soutenir l'investissement du maître d'ouvrage par le biais de la contribution au service public de l'électricité (CSPE), payée par l'utilisateur. L'augmentation de la facture d'électricité est évaluée, à l'horizon 2020, à 25€ par an et par foyer pour 6 000 MW à installer en mer sur le territoire national (soit douze parcs éoliens comme celui de Fécamp). Certains se sont étonnés que la présence des éoliennes en face de leur commune ne se traduise pas par une baisse de leur facture d'électricité, ou par un tarif spécial.

En revanche, une taxe spéciale d'un montant de 14 113 €/MW installé sera versée par l'exploitant et répartie selon des critères définis par le Ministère de l'Écologie (50 % pour les communes littorales à moins de 12 milles marins du site de production, 35 % au comité national des pêches et 15 % aux projets de développement durable sur le littoral Manche Est/Mer du Nord).

Les participants au débat se sont beaucoup penchés sur les chiffres, demandant des précisions ou faisant des calculs de péréquation. Le maître d'ouvrage a répondu lorsqu'il le pouvait ; de nombreuses questions n'étaient pas de son ressort, mais cet élément du débat a mis en avant l'intérêt que portent les citoyens au coût de l'énergie et à leur facture d'électricité.

D'autres retombées financières du projet éolien sont évidemment attendues en termes d'emplois.

L'EMPLOI CRÉÉ SERA-T-IL RÉGIONAL ?

La perspective d'une filière créatrice d'emplois est évidemment accueillie par de nombreux participants, élus en tête, comme une opportunité à ne pas manquer, dans une région où la situation économique est assez précaire.

L'installation du champ éolien, mais aussi le développement d'une nouvelle activité à visée nationale et même internationale soulève des espoirs. Le maître d'ouvrage a été beaucoup questionné, tant sur le volume des emplois annoncés que sur leur localisation. Les participants au débat veulent savoir à qui profiteront ces emplois. Comment devra-t-on et pourra-t-on se former pour accéder à ces nouveaux métiers de l'éolien ? Le recrutement privilégiera-t-il les travailleurs de la région ? Quelles garanties auront les entreprises locales d'être associées en priorité et intégrées dans la filière éolienne ?

Autant de questions qui sont revenues de manière récurrente au fil des réunions, signe de l'importance de ce sujet aux yeux du public. Le maître d'ouvrage n'a pas toujours été capable de rassurer et de convaincre, malgré ses déclarations de bonnes intentions.

Outre les 5 000 emplois générés par Alstom et ses sous-traitants pour cette nouvelle filière, avec quatre usines installées à Cherbourg et à Saint-Nazaire, 800 emplois seraient créés sur le port du Havre pour la construction du parc et 100 emplois à Fécamp pendant la durée d'exploitation du parc, soit environ 25 ans.

Certains participants ont considéré que les 100 emplois promis localement étaient bien peu au regard des impacts du parc éolien.

Les entreprises locales voient malgré tout dans ce projet d'envergure l'occasion de donner un nouveau souffle au tissu industriel de la région. Déjà organisées au sein de la filière « Énergie Haute-Normandie » et du réseau « Vigie Business », elles anticipent déjà de futures collaborations avec le maître d'ouvrage et se préparent à répondre aux besoins en sous-traitance du consortium. La maîtrise d'ouvrage s'est engagée à mettre en place une cellule pour aider les PME et PMI locales à répondre aux appels d'offres.

Elle s'est engagée également à travailler avec les acteurs locaux pour que l'opportunité de nouveaux emplois se concrétise localement, aussi bien en termes de formation que d'insertion. À ce titre, le maître d'ouvrage s'est engagé à confier 5% du volume d'heures travaillées à des personnes éloignées de l'emploi.

Les élèves des collèges et lycées rencontrés lors de la réunion qui leur a été consacrée se sont montrés particulièrement curieux des filières de formation qui pourraient être mises en place pour l'accès aux nouveaux métiers de l'éolien.

Le maître d'ouvrage s'est engagé à soutenir le projet de « Campus des métiers et des Qualifications » pour lequel le lycée de Fécamp est candidat.

COMMENT PRÉSERVER LA PÊCHE ?

Le secteur de la pêche, très actif à Fécamp avec une trentaine de navires et d'importants volumes de pêche (450 tonnes de coquilles Saint-Jacques en 2011), a été dès 2007 étroitement associé à la concertation menée par wpd Offshore. Les pêcheurs ont, entre autres, largement contribué à la configuration du parc, tant dans son périmètre que dans l'alignement des éoliennes et des câbles sous-marins, qui seraient placés à leur demande dans le sens du courant.

Cette activité qui, outre ses aspects économiques, contribue à l'image de la Haute-Normandie, serait de toute évidence la plus impactée par la construction du parc. La réunion consacrée à la pêche a d'ailleurs été la plus fréquentée de toutes, avec 140 personnes. Actuellement, la Préfecture maritime, en attente d'éléments que doit lui fournir le maître d'ouvrage au terme des études engagées, n'a pas encore rendu sa décision concernant les autorisations d'entrer et de pêcher dans le parc. Les pêcheurs attendent donc impatiemment de connaître quelles seront les contraintes et les restrictions imposées, que ce soit en phase de chantier ou pendant l'exploitation du site. Le secteur de la pêche, déjà très éprouvé, considère avoir déjà payé un lourd tribut à la protection de l'environnement et se résigne non sans mal à perdre encore des territoires de pêche.

Mais la crainte des pêcheurs est également que l'industrie de l'éolien vienne débaucher les marins formés par les patrons pêcheurs, ou qu'elle n'aille recruter sa main d'œuvre à l'étranger, comme cela se fait déjà aujourd'hui dans le secteur de la pêche, par manque de personnel local.

Certains participants se sont inquiétés des emplois que le parc pourrait faire perdre à la pêche, lesquels ne seraient pas forcément compensés par les emplois réellement créés par le parc lui-même.

Le comité régional des pêches demande au maître d'ouvrage, au titre des mesures compensatoires, une aide pour les formations aux métiers de la mer, afin de ne pas exposer davantage le secteur de la pêche, déjà fragilisé. Son président indique tout de même que les éoliennes peuvent aussi être un atout pour la pêche.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage a initié pendant le débat public une campagne de suivi halieutique en collaboration avec les pêcheurs professionnels, destinée à se poursuivre pendant les phases de développement et d'exploitation du projet.

LA VISIBILITÉ DES ÉOLIENNES NUIRA-T-ELLE AU PAYSAGE MARITIME ?

Le public s'est montré soucieux de l'impact visuel des éoliennes dans le paysage. Les photos-montages réalisés par le maître d'ouvrage ont été regardés avec beaucoup d'attention.

Les habitants de la côte d'Albâtre n'ont pas manqué de rappeler la beauté des espaces naturels qui les entourent, et de souligner l'exceptionnel spectacle qu'offre cette façade maritime, qui a inspiré bon nombre de peintres et d'écrivains. L'obtention du label « grand site de France » est d'ailleurs en cours, ainsi qu'une éventuelle inscription au patrimoine de l'UNESCO.

Le site d'Étretat a d'ailleurs été pris en compte par le maître d'ouvrage dans l'alignement des éoliennes, de façon à limiter l'impact visuel depuis ses falaises légendaires.

À cet égard, certaines voix se sont élevées pour s'indigner que l'on puisse songer à dénaturer ces paysages exceptionnels, où les couchers de soleil offrent un spectacle somptueux.

QUELLES CONSÉQUENCES SUR LE TOURISME : NÉGATIVES OU POSITIVES ?

Le maître d'ouvrage, inspiré par l'expérience d'autres pays européens, tel le Danemark, qui ont su développer un tourisme éolien, assure qu'il est possible de créer une activité touristique dont le parc serait l'objet, avec des visites en bateau du champ éolien. La présidente de Haute-Normandie Nature Environnement a appelé de ses vœux la création d'un tourisme qui prendrait en compte les activités humaines, y compris industrielles, dès lors que celles-ci sont intégrées dans le paysage et respectueuses du milieu.

À l'inverse, le collectif PULSE (« Pour Un Littoral Sans Éoliennes ») juge que les touristes fuiront une côte dénaturée par ce qu'ils considèrent comme de « monstrueuses machines ».

QUEL IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT ?

Les associations de protection de la nature se sont quant à elles soucies davantage de l'impact du champ éolien sur la faune marine et l'avifaune, aussi bien en phase de construction du parc qu'en phase d'exploitation. Le projet est en effet situé intégralement sur une zone Natura 2000 au titre de la directive Oiseaux.

L'Agence des Aires Marines Protégées a cité, au titre des espèces à protéger : le fulmar boréal, le plongeon, la mouette tridactyle et le grand cormoran.

Pour ce qui des mammifères marins vivant sur la zone, les populations de marsouins communs, espèce en danger, et de grands dauphins seront à surveiller. L'Agence, qui n'est pas opposée à l'installation du parc, préconise toutefois des études plus poussées sur les espèces animales en collaboration avec le maître d'ouvrage, ainsi que d'éventuelles compensations.

Le maître d'ouvrage, dont les études sont en cours (campagnes benthiques³ avec prélèvements, suivis par bateau et par avion) s'est engagé à poursuivre ces études non seulement sur la zone du parc mais plus largement sur un territoire plus vaste, intégrant toute la baie de Seine, jusqu'au parc éolien de Courseulles. Le résultat de ces études sera mis à disposition des scientifiques, des associations et des experts comme l'IFREMER.

La question du prélèvement de granulats a également été soulevée.

Pour certains intervenants, le maître d'ouvrage, en s'installant sur des zones protégées, a un devoir de préservation et même de renaturation : la transition énergétique doit s'accompagner à leurs yeux d'une « transition écologique ».

QU'EN SERA-T-IL DU DÉMANTÈLEMENT ?

La question du démantèlement du parc a été évoquée, le public s'inquiétant de ce qui subsisterait en mer, une fois la concession expirée, en particulier du devenir des fondations gravitaires. Le parc aurait en effet une durée d'exploitation prévue d'environ 25 ans. Le maître d'ouvrage, qui doit au terme de l'exploitation remettre le site en l'état, a expliqué que les frais de démantèlement (25 millions d'euros) seraient provisionnés dès le départ. Néanmoins, il ne peut à l'heure actuelle prévoir quel serait le traitement réservé aux fondations qui, sur la durée de l'exploitation, auront peut-être joué le rôle de récifs utiles à la régénération de la ressource halieutique.

LE RACCORDEMENT ÉLECTRIQUE

De nombreuses questions ont concerné le raccordement électrique, tant à propos du trajet qu'emprunteraient les câbles, que sur le danger éventuel de ce transport d'électricité.

Des inquiétudes pour les fonds marins dans lesquels seraient enfouis les câbles sous-marins ont également été exprimées. Des propositions alternatives à celles proposées par Réseau de Transport d'Électricité ont été formulées par les participants à la réunion du 25 juin consacrée à ce sujet.

RTE a tenté d'éclairer le public et de répondre à ses interrogations. Son représentant a entre autres expliqué que des études avaient été réalisées en 2012, qui ont conclu à un choix de raccordement sur le poste de Sainneville ; c'est, selon RTE, la meilleure solution du point de vue environnemental, technique et économique. Cette solution nécessiterait cependant un renforcement du réseau existant entre les postes de Sainneville et de Pont-Sept. La zone d'atterrissage qui, du fait de la présence des falaises, se ferait sur la plage de Fécamp, serait située au nord de la plage pour en minimiser l'impact. La localisation du poste de raccordement à terre, un ouvrage enterré, n'est pas encore déterminée. Une concertation avec la Mairie et les habitants sera conduite par RTE afin de déterminer le calendrier des travaux en ville, tout en évitant la période estivale. Les Fécampoïses n'ont pas manqué de s'inquiéter des nuisances que causerait un chantier en pleine ville.

3 Le benthos est l'ensemble des organismes vivant dans la zone de fond marin, soit à proximité du fond, soit directement sur le substrat.

LA CONDUITE DU DÉBAT

La qualité de la concertation préalable conduite par wpd Offshore avec différents acteurs de la région, a sans doute contribué pour beaucoup à la sérénité de ce débat, qui s'est déroulé dans le calme et la modération, avec une absence de polémique qu'il faut relever. Ainsi, le public de Fécamp n'a pas mis en cause la sincérité des photos-montages présentés par le maître d'ouvrage.

Les réunions publiques ont été suivies par une population à la fois curieuse d'informations, mais aussi désireuse de lever certaines inquiétudes. 1 200 personnes ont assisté aux réunions publiques, 15 cahiers d'acteurs et une contribution ont été produits, le site internet a enregistré plus de 9 000 connexions de la part de 5 300 visiteurs et a recueilli 63 questions, et 31 avis ou commentaires.

L'initiative novatrice de proposer un atelier dans un lycée de Fécamp, est à remarquer comme un point positif dans la volonté d'aller vers les jeunes, le débat public attirant difficilement les nouvelles générations.

Le fait que la CPDP et le maître d'ouvrage se déplacent pour rencontrer 150 élèves, de la Troisième au BTS, dans leur contexte habituel a permis de mettre en évidence tout l'intérêt que les élèves manifestaient à la fois pour le projet, et pour la procédure même du débat public. Concernant le parc éolien, les lycéens se sont intéressés particulièrement aux formations et aux débouchés des nouveaux métiers de cette filière en devenir.

Il convient de féliciter la CPDP et son président, qui non seulement ont ouvert le débat vers d'autres publics, mais ont su, tout au long des réunions, conduire harmonieusement les échanges.

LA CONCERTATION DOIT SE POURSUIVRE

Les acteurs, le public et le maître d'ouvrage ont tous exprimé leur volonté de poursuivre les échanges et la concertation à l'issue d'un débat public qui a mis en lumière les préoccupations du public et ouvert de nombreuses pistes de réflexion, laissant également beaucoup de questions sans réponse.

Le maître d'ouvrage s'est engagé à mettre à disposition du public les résultats de ses études en cours, étude d'impact et études environnementales. Il s'est également engagé, en cas de poursuite du projet, à mettre en place une permanence à Fécamp, et à participer à tous les événements, forums de l'emploi, présentations diverses qui permettront au public de se tenir informé des différentes phases du projet, que ce soit avant l'enquête publique ou pendant le chantier. Le maître d'ouvrage se propose également de mettre à disposition du public un site internet consacré au parc éolien.

Si le projet se poursuit, il sera en effet nécessaire de donner une large information tout au long de la phase des études en cours et durant la période de construction du parc. Le public a manifesté le souhait non seulement d'être informé à chaque étape, mais également d'être étroitement associé aux décisions, demandant au maître d'ouvrage une transparence aussi complète que possible.

Les associations de protection de l'environnement comptent également sur les engagements du consortium en matière de suivis et d'études complémentaires ; elles voient dans ce projet, pour lequel elles demandent une grande vigilance, l'occasion de compléter des connaissances encore insuffisantes sur le milieu marin.

La CNDP ne peut qu'encourager le maître d'ouvrage dans sa volonté de poursuivre la concertation avec le public ; les échanges et le dialogue avec les acteurs locaux ne pourront que l'aider dans l'élaboration de son projet, étant donné les enjeux, tant économiques qu'écologiques, dans lequel pourrait s'inscrire ce parc éolien.

La CNDP recommande par ailleurs au maître d'ouvrage de veiller, s'il décidait de poursuivre son projet, à ce que les enquêtes publiques sur le parc éolien et sur son raccordement interviennent simultanément, les deux projets étant totalement indissociables.

Ce bilan sera rendu public avant la fin du délai de deux mois suivant la clôture du débat. Le maître d'ouvrage disposera alors de trois mois pour arrêter, expliciter et rendre publique sa décision quant au principe et aux conditions de la poursuite du projet.



Christian Leyrit
Président de la Commission
nationale du débat public

cndp
Commission nationale
du débat public

244 bd Saint-Germain 75007 Paris
Tél. 01 44 49 85 60 - Fax : 01 44 49 85 61
www.debatpublic.fr - email : contact@debatpublic.fr